Introduction

Alexandre Brun

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/economierurale/694>

DOI : 10.4000/economierurale.694

ISSN : 2105-2581

Éditeur

Société Française d'Économie Rurale (SFER)

Édition imprimée

Date de publication : 5 avril 2009

Pagination : 3-4

ISSN : 0013-0559

Référence électronique

Alexandre Brun, « Introduction », *Économie rurale* [En ligne], 310 | Mars-avril 2009, mis en ligne le 17 juillet 2009, consulté le 24 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/economierurale/694> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/economierurale.694>

Introduction

LA GESTION DE L'EAU EN FRANCE

GESTION QUALITATIVE ET QUANTITATIVE DE LA RESSOURCE

Alexandre BRUN • GDR 2524 CNRS RésEauVille, Centre de recherche en aménagement et développement, Université Laval, Québec, Canada

Comme annoncé dans le numéro précédent d'*Économie rurale*, la revue publie un deuxième dossier sur la gestion de l'eau en France métropolitaine.

La mise en œuvre de la politique communautaire de l'eau favorise le renouvellement du modèle français de gestion de l'eau, en fixant un objectif de résultat par l'atteinte du « bon état » écologique de la ressource à l'horizon 2015. Cette période est propice à un débat sur l'intérêt et les limites des outils sur lesquels repose ce modèle (redevances, contrats ruraux, contrats de rivière, schémas d'aménagement et de gestion des eaux, plans de prévention du risque d'inondations...). Nombreux sont ceux qui, parlementaires ou hauts fonctionnaires, sont engagés dans ce débat.

Le rapport Miquel, établi en mars 2003 dans la perspective de l'examen par l'Assemblée nationale du projet de loi sur l'eau, conclut notamment à un « bilan très médiocre des actions de protection de la ressource » au terme de quarante ans de politique de l'eau. En 2006, le rapport Keller soulignait les retards accumulés par la France en matière d'assainissement alors que c'est – depuis toujours – la priorité du pays. La multiplicité des acteurs de l'eau, la dilution des responsabilités et l'éparpillement des moyens sont autant de facteurs explicatifs, identifiés par la sénatrice, qui avaient déjà été observés au sujet de l'évaluation des contrats de rivière, de l'organisation des services de l'État chargés de l'eau ou encore des outils de prévention du risque d'inondation.

La société civile aussi a contribué au débat. La question du prix de l'eau payée par l'agriculture, grosse consommatrice d'eau brute, a ressurgi lors des sécheresses de 2003 et 2005 dans les plaines du sud-ouest, en Brie, en Beauce, dans la plaine de Caen et sur le plateau picard. Les contradictions gouvernementales de l'après Grenelle ont également été pointées du doigt. Ainsi la France s'est-elle engagée à produire davantage d'énergie propre grâce aux barrages hydroélectriques. Mais cet engagement met le gouvernement dans l'embaras puisqu'il contredit vingt-cinq des programmes de restauration des poissons migrateurs – et ce d'autant que ces programmes peinent à obtenir des résultats tangibles... excepté sur les cours d'eau où des barrages vétustes ont été détruits (Gartempe, Haut-Allier).

Sur ces thèmes, comme sur celui – très complexe au demeurant – de l'état de l'eau et des milieux aquatiques, la recherche joue un rôle central. L'apport des sciences juridiques, sociales et économiques pourrait s'avérer déterminant dans un contexte international marqué, depuis les années 1970, par un intérêt croissant pour le thème de la gestion de l'eau comme question sociale. L'élaboration et la mise en œuvre des programmes interdisciplinaires de recherche du CNRS sur les grands fleuves (Rhône, Garonne, Seine, Rhin) au cours des années 1980 a permis à la communauté scientifique de définir des objectifs scientifiques crédibles, susceptibles de fédérer des équipes très diverses et n'ayant, pour la plupart, jamais collaboré antérieurement¹. Dans les années 1990, les programmes se sont diver-

sifiés de façon à mieux relier des problématiques interdépendantes². Plus près de nous, le programme « Eaux et territoires » sous l'égide du ministère en charge de l'Écologie a favorisé, d'une part, des collaborations entre des équipes de différents établissements (INRA, CNRS, etc.) et, d'autre part, l'expérimentation de partenariats publics-privés, lesquels sont fréquents chez les gestionnaires de l'eau mais encore rares dans les laboratoires en sciences sociales³. Ces évolutions programmatiques ont pour but de répondre aux préoccupations de gestionnaires exigeants de la recherche un regard critique et des outils « opérationnels ». Dans ce numéro, cinq articles présentent quelques-unes des nombreuses pistes issues de travaux récents comme, par exemple, celui de Bernard Barraqué et Viavattene (projet EVEC).

Compte tenu de la vocation de la revue, une large place est consacrée aux problèmes que pose l'agriculture. Bernard Barraqué et Christophe Viavattene précisément évaluent ainsi l'efficacité des instruments incitatifs destinés à réduire l'emploi d'intrants agricoles dans et autour des périmètres de captage d'eau. Nina Graveline, Jean-Daniel Rinaudo, Sébastien Loubier et Volker Segger détaillent les résultats d'un travail de modélisation interdisciplinaire visant à construire des scénarios d'évolution à long terme des teneurs en nitrates dans les eaux souterraines de la vallée du Rhin supérieur.

Marielle Montginoul et Jean-Daniel Rinaudo, reviennent, quant à eux, sur la question des prélèvements en eau souterraine réalisés par les agriculteurs. Ils présentent des instruments de gestion innovants et en analysent l'acceptabilité à travers une consultation d'agriculteurs et d'acteurs institutionnels associés à la gestion de l'eau. D'autres thèmes que celui du rapport entre eau et agriculture sont traités dans ce numéro. Ainsi, dans leur article collectif, Marielle Montginoul, Patrice Garin et Marwan Ladki, analysent l'impact sur le bien-être de la collectivité de la présence d'un réseau de distribution d'eau brute dans les zones urbanisées à travers une étude de cas située dans le sud de la France (Gignac – Hérault). Enfin, Elodie Piquette et Maurice Wintz interrogent l'action publique à partir de l'exemple de la gestion d'une pollution diffuse de la nappe phréatique en Alsace.

* *

*

Ainsi, avec ce deuxième numéro sur la gestion de l'eau, *Économie rurale* met à la disposition de ses lecteurs les résultats de quelques-uns des nombreux travaux sur la question cruciale de l'évolution du rapport entre usagers, notamment les agriculteurs, et les acteurs institutionnels. La politique de l'eau en France a initié plusieurs grands chantiers dont il fallait rendre compte. Mais cette mise en perspective se devait d'être réalisée sous le regard critique de la recherche pluridisciplinaire. Que tous ceux qui ont contribué à ces deux numéros, auteurs et *referees*, soient ici remerciés. ■

1. Ce mouvement s'est en particulier traduit par la constitution de groupes de recherche tels que le GDR « Systèmes fluviaux anthropisés » en lien avec le PIREN Seine jusqu'au « Rés-Eau-Ville » tourné vers la gestion urbaine de l'eau à l'échelle mondiale.

2. Programme national de recherche sur les zones humides, programme risque inondation, programme national sur l'environnement côtier, programme concertation environnement, etc.

3. Ainsi, les projets OSA (pilotage, ladyss CNRS) et IDEAUX (pilotage, société sogreah) associent des organismes publics de recherche et des bureaux d'études privés.